

Vers la régression systématique des dépenses publiques ?

Paul Boccara

Les mesures annoncées au deuxième conseil dit de « modernisation des politiques publiques » visent à diminuer les dépenses publiques.

Il ne s'agit pas de modernisation et de rationalisation mais de restriction, de rationnement et de régression à travers des restructurations.

C'est bien plus qu'une simple rigueur. Non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, rationnement des politiques d'intervention sociale et des services publics : logement, emploi, formation professionnelle, santé, éducation...

Le gouvernement allègue un endettement public insupportable face au ralentissement de la croissance.

En réalité, il répond aux exigences du pacte de stabilité européen contre la dette et les déficits publics.

Faisant suite aux cadeaux du paquet fiscal de 2007, ces mesures visent la baisse des cotisations sociales et des prélèvements publics et sociaux pour favoriser les profits financiers des entreprises.

Mais cela encourage la spéculation, les exportations de capitaux contre la croissance en France.

La politique de la BCE pour un euro élevé va aussi dans ce sens.

À l'inverse de cette obsession anti-dette, déjà contenue dans le rapport Attali, le ralentissement nécessiterait une expansion des dépenses sociales pour favoriser la demande et les capacités des populations.

Un endettement accru favorisant la croissance serait remboursable grâce à elle. Au sein de la gauche existe d'ailleurs des divergences sur ce sujet.

Ainsi François Hollande dénonce « le plan de rigueur » mais il est d'accord avec la réduction prioritaire de la dette. Il se limite à un redéploiement des recettes, en mettant en cause les cadeaux du paquet fiscal, pour les utiliser autrement. Il ne se prononce pas pour une augmentation des cotisations sociales et de l'impôt sur les sociétés, modulable selon leur comportement.

La mobilisation des usagers, des personnels des services publics ainsi que des élus locaux est décisive.

Les résultats des élections locales sont un appui important pour de nouvelles exigences pour les services publics.

Pour l'emploi, les économistes communistes ont proposé la création de Fonds régionaux pour la prise en charge par des fonds publics des intérêts des crédits des banques, avec des taux d'autant plus abaissés pour les investissements que seraient créés de l'emploi et de la formation. Un abaissement des taux d'intérêt pour l'emploi pourrait se décliner du niveau local au national et à l'eurozone, avec la BCE, pour d'autres relations entre banques et entreprises.

Enfin, une nouvelle logique pour les services publics et les dépenses publiques est un enjeu de civilisation.

Après la privatisation des entreprises publiques, les services publics et la Fonction publique sont attaqués, alors même qu'ils ne cessent d'être bousculés par la pression des besoins.

La question n'est pas de maintenir et de conserver mais d'avancer vers de nouveaux services publics contre l'étatisme bureaucratique, avec notamment une démocratie participative grâce à la coopération créative de tous les usagers et de tous personnels ■

